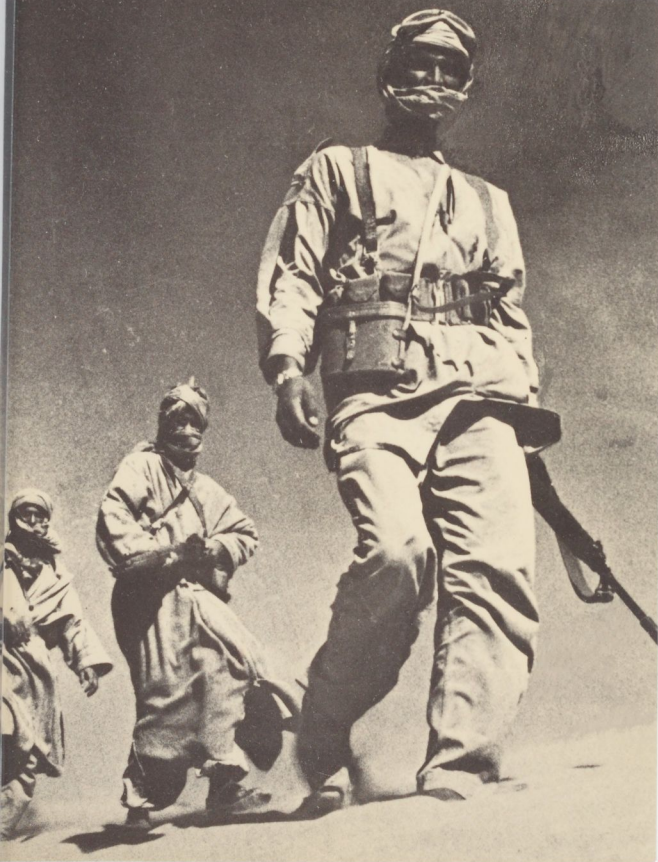


elsa assidon

sahara occidental

un enjeu pour le nord-ouest africain

cahiers libres 350 / françois maspero



52

cahiers libres

1301

P. Z

35050

(350)

num R 2014

Author's name

elsa | assidon |

sahara occidental :
un enjeu
pour le nord-ouest africain

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, V^e
PARIS
1978

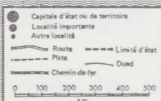
DL-11-10-1978-27440



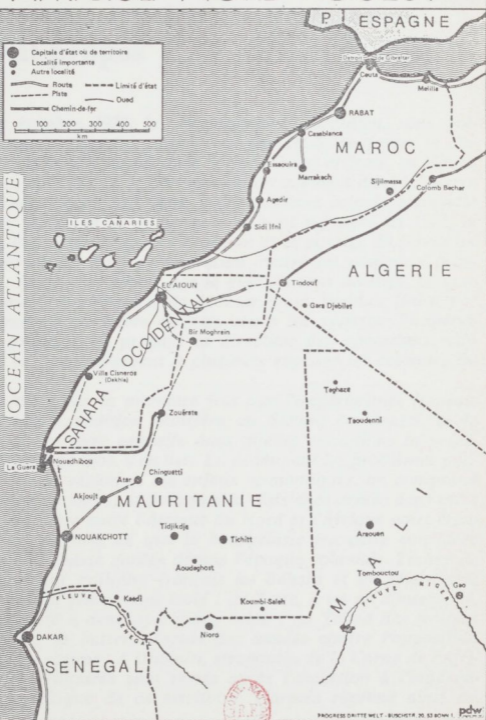
© Librairie François Maspero, Paris, 1978.

ISBN 2-7071-1051-5.

AFRIQUE NORD - OUEST



OCEAN ATLANTIQUE



AFRIQUE NORD-OUEST



Échelle : 1:100 000
N

Avant-propos

En octobre 1977, le gouvernement giscardien, sous prétexte de protéger les coopérants, décide de renforcer le dispositif militaire français dans le Nord-Ouest africain, en Mauritanie et au Sénégal, et d'intervenir directement dans la guerre du Sahara occidental. Dans cette ancienne colonie espagnole que le Maroc et la Mauritanie se sont partagée en 1975, le Front Polisario¹ a refusé l'annexion et le partage du territoire et poursuit sa lutte de libération contre les nouveaux occupants. Les coups portés par la guérilla sont décisifs. Le gouvernement mauritanien de Moktar Ould Daddah finira par sombrer malgré l'aide qu'était venue lui apporter l'impérialisme français en prenant la direction des opérations militaires et en bombardant à plusieurs reprises les colonnes du Front.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme français mène une expédition militaire au Sahara occidental, et le début de ce livre rappelle dans quelles conditions la précédente, celle de 1958, a eu lieu. En examinant les problèmes politiques de la région et les enjeux économiques, on comprend assez vite comment et pourquoi la résistance armée dans cette zone charnière entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire francophone fragilise ce que la bourgeoisie française considère comme sa chasse gardée depuis l'époque coloniale. Toutefois, l'engagement militaire français au Sahara et en Mauritanie n'est pas un phénomène isolé : au Zaïre, à un an d'intervalle, on a assisté à deux opérations éclair ; au Tchad des troupes françaises se battent depuis des années contre l'opposition armée du régime ; à Djibouti, strapontin de la Corne de l'Afrique, les militaires sont restés après l'accession à l'indépendance politique de ce territoire. L'armée reprend ainsi du

1. Front pour la libération de la Saguiet el Hamra et le Rio de Oro, les deux régions qui forment le Sahara occidental.

service aux quatre coins du continent. Pourquoi cette "remilitarisation" de l'impérialisme français ?

Cette question s'ajoute à la liste des interrogations sur la nature et la stratégie de l'impérialisme français. Le Centre d'études anti-impérialistes² a entrepris un travail d'information et de réflexion dans ce domaine³. Cette contribution consacrée au Sahara occidental tente de le faire avancer et met à profit une expérience personnelle et collective dont il me faut dire quelques mots.

L'arrestation de mon frère, Sion Assidon, militant révolutionnaire marocain, en février 1972, me fit prendre une part active à la mobilisation des Comités de lutte contre la répression au Maroc⁴ en faveur des détenus politiques. Cette activité m'amena à aborder les problèmes politiques marocains à travers un éclairage particulier. Ne faisant partie d'aucune organisation politique marocaine, je choisis d'exprimer ma solidarité à la lutte de mon frère et à celle de ses camarades sur le terrain de l'action anti-impérialiste en France. Dans le cadre des Comités se développa un dialogue avec les organisations de l'opposition marocaine intéressées par ce travail de mobilisation. Si l'analyse de la répression amenait dans son sillage une série d'appréciations sur la réalité sociale et politique d'ensemble, ses cibles et son étendue jusqu'en 1974 traçaient clairement les frontières des oppositions de classes.

Puis, bien avant de faire la une de la presse française, la question du Sahara fit irruption au centre des problèmes politiques marocains sous les traits d'une « question nationale ». Au-delà d'un débat sans fin sur la « marocanité » du Sahara, ce qui était en cause pour les forces révolutionnaires marocaines à travers ce problème, c'était l'appréciation de la nature du pouvoir, des alliances avec les forces intermédiaires, de la marge d'autonomie du régime par rapport à l'impérialisme, de la stratégie de celui-ci dans la région... Les divergences jusque-là en discussion devinrent des points de rupture ; une partie de la gauche révolutionnaire estima que le Sahara était marocain par l'histoire et qu'un nouvel Etat comportait le risque d'une balkanisation de la région favorable à l'impérialisme ; une seule organisation, « Ilal Amam », s'engageait en tant que telle dans le soutien à la lutte du Front Polisario.

2. Cedetim, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

3. CEDETIM, *L'impérialisme français*, Maspero, 1978, 192 pages.

4. 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Les partis marocains de l'opposition traditionnelle, pour leur part, qui avaient toujours inclus dans leur programme la « libération du Sahara », emboîtèrent le pas au régime de Hassan II dans une nouvelle « unanimité nationale ».

Du côté de la gauche française, celle de l'ex-Programme commun, l'appui de l'Algérie au Front Polisario devait peser dans sa décision d'opter pour un soutien officiel à la lutte des Sahraouis, au risque de contrarier l'opposition légale marocaine qui était pour elle l'interlocutrice agréée.

Dans ce contexte de division de la gauche marocaine d'une part, de celui de la gauche française d'autre part, motivée par la défense de l'Algérie « progressiste » contre le Maroc « réactionnaire », il m'est apparu nécessaire de poser des jalons d'une réflexion autonome sur la question du Sahara.

Les questions soulevées par l'histoire de la lutte des Sahraouis et par son imbrication dans les problèmes politiques de la région sont nombreuses et importantes : la relation entre Etat, nation et peuple, les alliances passées avec les régimes dits progressistes, la stratégie impérialiste dans le Nord-Ouest africain, l'unité arabe et sa réalité, etc. Ces questions sont communes à bien des mouvements révolutionnaires et, en ce qui concerne le Sahara, les militants de la région, par les réponses qu'ils y apportent, sont en première ligne des vérifications concrètes.

Ces questions se posent également aux militants anti-impérialistes, mais avec la distance qu'imposent les conditions spécifiques de la lutte dans chaque pays, là où ils se trouvent. Traditionnellement, la solidarité anti-impérialiste s'exprime en France comme un soutien à des luttes menées par d'autres et reste coupée de la lutte des classes. Pour les partis de gauche, cela procède d'une analyse, sinon d'une pratique, qui fait de l'impérialisme un phénomène extérieur et d'une de ses manifestations — l'immigration — une réalité à part.

L'internationalisme devient ainsi un élément rapporté. On arrive au même résultat par adhésion idéaliste à une « juste cause ». Pourtant, la référence à la guerre d'Algérie et au passé colonial représente un ferment encore actif de mobilisation contre l'interventionnisme militaire en Afrique.

Pour contribuer à sortir l'activité anti-impérialiste de ces ornières, il importe de trouver les points de convergences susceptibles d'impulser une mobilisation de masse. Avec cette préoccupation, la démarche qui a guidé ce travail de réflexion sur les enjeux de la lutte sahraouie a été d'articuler les questions autour de l'appréciation de la stratégie impérialiste et

en particulier de celle de l'impérialisme français dans le Nord-Ouest africain. Son engagement militaire apparaît étroitement lié à la crise qu'il traverse et n'est en rien extérieur à la lutte des classes en France. L'ennemi commun, celui que les Sahraouis ont fini par trouver et retrouver sur le chemin de leur libération, c'est le capital impérialiste qui tente aujourd'hui de conserver ses positions en faisant payer la crise aux travailleurs et en envoyant ses troupes en Afrique.

En outre, si sur ce continent la concurrence entre les super-puissances prend un tour aigu, les militants anti-impérialistes ne peuvent pour autant ignorer leurs responsabilités par rapport à leur propre impérialisme et passer par pertes et profits son interventionnisme militaire. Au Sahara elles ne font pas la guerre par alliés interposés, du moins pour le moment, et, si concurrence il y a, elle se niche dans les contradictions du régime algérien.

Telles sont les principales idées qui sont développées à partir des éléments d'information que j'ai pu rassembler.

Est-il besoin de préciser que j'ignore si les points de vue que j'exprime ici sont partagés par mon frère emprisonné au Maroc depuis 1972 ?

Ce livre lui est en tout cas dédié ainsi qu'à ses camarades.

E. A.

Le Sahara occidental et la décolonisation du Nord-Ouest africain

I. Il y a vingt ans, l'opération « Ecouvillon »

Le 10 février 1958, l'opération « Ouragan » est déclenchée dans le Sahara sous domination espagnole : c'est l'aboutissement d'un pacte militaire négocié pendant plusieurs mois entre le régime franquiste et le gouvernement français pour rétablir l'ordre dans cette région. La garnison espagnole n'y parvient plus toute seule et, depuis la fin de 1957, elle est repliée sur les trois villes côtières : Villa Cisneros (Dakhla), Cap Juby (Boujdour) et El Ayoun.

Du côté français, l'intervention, baptisée « Ecouvillon », met en ligne 5 000 hommes, 600 véhicules et 70 avions ; du côté espagnol, 9 000 soldats et une soixantaine d'avions sont envoyés sur place. Ces troupes vont combattre les « rebelles » qu'on dit dirigés par l'« Armée de libération » du parti politique marocain l'Istiqlal¹. Les tribus sahraouies qui avaient été les dernières à résister à l'invasion coloniale² renouent avec leur lutte passée. Si les écrits manquent pour connaître précisément les objectifs politiques de la résistance sahraouie

1. Georges CHAFFARD, *Les carnets secrets de la décolonisation*, Calmann-Lévy, 1968, 346 pages, p. 276.

2. Cf. *infra*, p. 15.

à cette époque³, le mouvement national marocain, pour sa part, considère que la lutte au Sahara redonnera au Maroc un territoire que le partage colonial lui avait fait perdre.

Confronté à ces luttes de libération, le colonialisme espagnol cherche sa voie dans les reclassements en cours. Il négocie avec Rabat les nouvelles conditions de sa domination dans la partie nord du pays. Les Etats-Unis poussent le régime franquiste à régler à l'amiable le tracé des frontières contestées. En revanche, sur le terrain, les militaires espagnols sont favorables à la manière forte.

Ils reçoivent un appui décisif de la part du lobby colonial et des intérêts financiers français. Il y a d'abord la crainte de voir s'étendre des bases d'appui du F.L.N. algérien et le Sahara tout entier entrer dans l'insoumission au moment où du pétrole a été découvert en abondance. En outre, on prend au sérieux les risques de contagion vers le Sud et l'impérialisme français tient à garder une tutelle directe sur la Mauritanie où de très riches gisements de fer doivent être mis en exploitation à Fort-Gouraud (Zouérate). L'Espagne a proposé que le chemin de fer qui doit évacuer le minerai vers la côte prenne le chemin le plus court et traverse donc le Sahara occidental, moyennant son intéressement à la mise en valeur des ressources minières. Gaston Defferre, ministre S.F.I.O. de la France d'outre-mer, a rappelé récemment qu'il s'était opposé en 1957 à ce projet d'association⁴. Toutefois, ce dernier comme son successeur, Gérard Jacquet, n'oppose qu'une faible résistance au pacte militaire en négociation sous l'égide du général Bourgund qui commande en Afrique occidentale française (A.O.F.).

Fin janvier 1958, un incident (ou une provocation) a lieu près de Fort-Trinquet (Bir-Moghrein) au cours duquel des goumiers mauritaniens auraient été attaqués par des combat-

3. « La direction de l'A.L.N., seule, était marocaine, les soldats eux étaient sahraouis. Elle était organisée sur une base tribale, et la conscience politique était faible; certains voulaient la libération du pays, mais les plus nombreux voulaient mener le Djihad, la guerre sainte, comme on faisait dans le passé. Parmi eux, nombreux ont rejoint l'Algérie et la Mauritanie après la défaite parce qu'ils ont refusé d'intégrer l'armée marocaine, certains ont été intégrés à une troupe nomade espagnole. » Témoignage d'Ahmed Ould Kaïd, in *Le dossier du Sahara occidental*, Association des Amis de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), B.P. 236, 75264 Paris Cedex 06.

4. Gaston DEFFERRE, « Le gendarme de l'Occident », *Le Monde*, 12 janvier 1978.

tants de l'Armée de libération nationale (A.L.N.) marocaine. Le gouvernement Félix Gaillard tient là un alibi pour justifier l'intervention : une menace pèse sur la Mauritanie, le droit de suite au Sahara peut être invoqué.

Mais il n'aura pas besoin de le faire : deux jours avant le début de l'opération « Ecouvillon », l'aviation française bombarde des bases du F.L.N. à Sakiét Sidi Youssef en Tunisie. Pendant que cette nouvelle expédition militaire polarise l'attention de l'opinion publique internationale, l'opération de ratissage commence au Sahara occidental par des manœuvres combinées des armées française et espagnole : les troupes franquistes se mettent en mouvement à partir des villes côtières, tandis que les unités françaises pénètrent dans le territoire à partir de plusieurs postes mauritaniens et de Tindouf. L'aviation française assurera le transport et le largage d'une compagnie de parachutistes espagnols. En quinze jours tout est terminé, une partie des populations a fui devant le corps expéditionnaire et a trouvé refuge dans les pays voisins.

Le secret de cette intervention sera bien gardé. Début mars, Gérard Jacquet se rend à Atar, en Mauritanie, et évoque les récentes « opérations de police ». Quand les informations commenceront à filtrer dans la presse internationale, l'impact en sera faible. Au Maroc, on est tout aussi discret : le gouvernement se contente de protester contre les mouvements des troupes françaises stationnées au sud du pays et mentionne les déplacements de militaires espagnols. Il est difficilement imaginable que le gouvernement marocain, ou tout au moins une partie de celui-ci, ignorait ce qui se passait au Sahara.

II. Un point d'histoire

L'intervention de l'armée française dans un territoire sous domination espagnole est dans la continuité de l'histoire de la colonisation de la région. Depuis le début du siècle, la « pacification », de Tanger jusqu'au Sénégal, est l'« œuvre » des troupes françaises. Les traités signés de 1900 à 1904 entre grandes puissances attribuent à l'Espagne la zone nord du Maroc et les deux régions qui formeront le Sahara occidental, la Saguiet el Hamra et le Rio de Oro (Wadi Dahab). Celles-ci

resteront les derniers foyers de résistance à la pénétration coloniale du Nord-Ouest africain. L'insoumission des populations locales non seulement empêche l'Espagne de contrôler ce territoire mais également menace les positions de la France dans la région : ainsi, l'un des chefs de tribus les plus prestigieux, Cheikh Ma el Aïnin, veut libérer le Maroc du joug des envahisseurs étrangers ; l'expédition qu'il dirige est stoppée à Marrakech en 1910 par les troupes coloniales françaises. Le Sahara devient alors une base arrière de la résistance : des actions armées partent en direction de la Mauritanie, du Sud-Maroc et de l'Algérie. Le colonisateur français finira par « pacifier » lui-même ce territoire et y installer l'Espagne en 1936.

LA RÉSISTANCE DES TRIBUS A LA PÉNÉTRATION COLONIALE

« La conquête du Sahara ne s'est pas faite selon un plan général, mais plutôt par tâtonnements et des deux côtés à la fois. Par les rives du désert, coloniaux et militaires poussent leurs pions vers le Sud et le Nord jusqu'à ce qu'ils se rencontrent. Cette conquête va se heurter à une telle résistance qu'il faudra plus de quatre-vingts années au colonisateur français avant de réussir à "pacifier" la région. Commencée en 1852 par la partie algérienne du Sahara, elle ne s'achève qu'en 1934 lorsque les troupes françaises installent le colonisateur espagnol au Sahara occidental devenu zone de repli pour les résistants de la région. Partout, que cela soit au Tchad, au Niger, au Soudan français, en Mauritanie, au Sahara occidental ou en Algérie, la résistance des populations sahariennes à la pénétration militaire française donne lieu à d'importants combats.

« Après avoir conquis les régions sahéliennes du Soudan, du Niger, et avoir pris position au nord et à l'est du Tchad, la France commence, au début de ce siècle, la pénétration militaire en Mauritanie. D'abord dirigée par Coppolani, jusqu'à son assassinat en 1905, elle est ensuite poursuivie par Gouraud qui reçoit pour mission de s'emparer de l'Adrar, zone montagneuse située au centre de la Mauritanie, où se concentrent les tribus menant la résistance.

« L'occupation de l'Adrar en 1909, si elle met un terme à la conquête proprement dite, ne fera que déplacer le problème de la résistance qui se replie au Sahara occidental où elle rejoint un certain nombre de tribus ayant le contrôle d'un territoire que les Espagnols n'occupent pas véritablement. En effet, ces

derniers sont simplement cantonnés dans trois villes côtières : El Ayoun, Villa Cisneros et Cap Juby. Dorénavant, c'est à partir de Smara que va être dirigé, pendant plusieurs années, sous l'impulsion de Cheikh Ma el Ainin et de sa famille, le harcèlement contre les troupes françaises.

« A la suite de plusieurs accrochages violents et meurtriers, une action de représailles est décidée par les militaires français. Le 9 février 1913, une colonne, composée de 400 fusils et dirigée par le lieutenant-colonel Mouret, part en direction de Smara. Son objectif est de tenter de détruire ce qui est devenu, dans le cadre de la région, le centre de la résistance à la colonisation française. Après un raid de plusieurs centaines de kilomètres à travers le Sahara occidental, alors territoire inconnu pour l'armée française, cette colonne atteint Smara, vide de ses habitants, et détruit une partie de la ville. C'est au retour, le 9 mars, que va être livré entre la colonne et les résistants sahraouis un des plus importants combats ayant eu lieu, à cette époque, en Afrique occidentale française. L'oued Tagliat verra la "victoire" de la colonne dirigée par les militaires français qui font subir de sévères pertes aux quelque 1 000 Sahraouis présents.

« Malgré les actions de représailles, la constitution d'unités méharistes et la mise sur pied d'un commandement militaire unifié entre les régions sahariennes (algérienne, soudanaise et mauritanienne), les Français ne réussiront pas à faire face à ce qui est déjà perçu, au début de ce siècle, comme le problème du Sahara espagnol.

« En effet, les Français sont placés dans la situation paradoxale suivante : au milieu d'une zone colonisée et à peu près "pacifiée" par la France se trouve un territoire, sous administration espagnole, à partir duquel partent des actions de résistance contre la présence française en Mauritanie et en Algérie. En fin de compte, il faudra que la France exerce, à deux reprises, une importante pression sur l'Espagne pour convaincre cette dernière d'instaurer une coopération militaire franco-espagnole destinée à faire régner l'ordre au Sahara occidental.

« C'est en 1934 que cette coopération militaire franco-espagnole voit le jour. En vertu du principe énoncé par Coppolani : "Celui qui tient les palmeraies tient les nomades", la France aide l'Espagne à occuper les "villes" de l'intérieur du Sahara occidental. En 1936, l'Espagne contrôle le territoire, mais pour peu de temps. »

Extrait du rapport de Thomas Jallaud au colloque de Massy (1^{er} et 2 avril 1978) de la Ligue française pour les droits et la libération des peuples, in *Sahara occidental, un peuple et ses droits*, L'Harmattan, Paris, 1978, p. 125-126.

III. Revendication territoriale et lutte politique au Maroc

« Si le Maroc est indépendant, il n'est pas complètement unifié. Il faut compléter l'indépendance du Maroc. Les frontières du Maroc se terminent au Sud à Saint-Louis du Sénégal. Il faut lutter jusqu'à l'union totale⁵. » C'est Allal el Fassi, héraut du « Grand Maroc », qui parle. Il est l'un des leaders de l'Istiqlal, première force politique du pays, qui a mené la lutte pour l'indépendance. Mais la « libération du Sahara et de la Mauritanie » n'a pas la même signification pour tout le monde et elle est étroitement imbriquée dans la lutte politique qui se déroule au Maroc depuis 1956.

En effet, au moment de l'opération « Ecouvillon », cohabitent dans le gouvernement les différentes composantes de l'Istiqlal et de la réaction (grands propriétaires fonciers, bourgeoisie commerçante alliée aux intérêts coloniaux) dont le Palais est le porte-parole derrière une façade d'arbitre. Cette « unité nationale », qui écarte provisoirement et timidement les anciens collaborateurs de la colonisation, n'est qu'apparente et recouvre des rapports de forces en pleine évolution. Ainsi, deux armées coexistent : l'A.L.N. de l'Istiqlal et l'armée officielle, les Forces armées royales (F.A.R.). La première est formée d'anciens résistants qui ont conservé leurs armes⁶ ; elle sera peu à peu décimée par la seconde ou dispersée, en particulier à l'occasion des séditions locales qui éclatent pendant cette période. Quant aux F.A.R., elles sont créées en 1956 par Hassan II, alors prince héritier, avec les cadres ayant servi dans les troupes coloniales françaises et espagnoles (et pour quelques-uns dans le mouvement national), avec l'aide de l'ancienne métropole et des Etats-Unis ; leur devise « Dieu, la Patrie, le Roi » indique clairement de quelle légitimité cette armée se réclame.

Le principal atout de la réaction va être d'exploiter les contradictions du mouvement national. A l'origine parti de notables (intellectuels et commerçants), l'Istiqlal devient au début des années 1950 une organisation de masse, à dominante citadine et dont l'audience s'élargit avec la poussée de prolétarianisation que connaît le pays. La direction reste aux mains des anciens, pour la plupart des bourgeois (Ahmed Bala-

5. Discours du 18 juin 1956, in Attilio GAUDIO, *Allal el Fassi ou l'histoire de l'Istiqlal*, Alain Moreau, Paris, 1972, 365 p., p. 261.

sahara occidental

La lutte des Sahraouis bouscule depuis des décennies la stratégie impérialiste dans le Nord-Ouest africain. Elle souligne les collusions et avive les rivalités entre les bourgeoisies de la région qui ont longtemps monopolisé la parole en s'appropriant la « question du Sahara ».

A mesure que s'est affirmée l'autonomie de cette lutte, son imbrication dans les problèmes politiques de la région a accru les contradictions propres à chacun de ces régimes.

Cette étude passe au crible les conséquences politiques et économiques de l'expansionnisme marocain et mauritanien, et s'interroge sur le soutien algérien au Front Polisario. C'est là l'occasion de poser les jalons d'une analyse de la stratégie impérialiste — et en particulier de celle de l'impérialisme français — dans le Nord-Ouest africain, et d'avancer les éléments d'une interprétation non schématique des bourgeoisies des pays impliqués dans la lutte qui se mène actuellement dans cette région d'Afrique.

Elsa Assidon, 33 ans, d'origine marocaine, vit en France depuis une dizaine d'années. Universitaire et militante anti-impérialiste, ses travaux d'économiste ont été principalement orientés vers l'étude des formations sociales des pays dépendants et des relations économiques internationales. Assistante à l'Université de Paris IX-Dauphine, elle a publié plusieurs articles sur le Maroc dans *Les Temps modernes*, *Le Monde diplomatique* et *Politique-Hebdo*.

François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

